

« On a l'impression que l'Afsca est surexposée »

CONSOMMATION Herman Diricks, le patron de l'Agence pour la sécurité alimentaire, défend son action

ENTRETIEN

Voilà un an, la crise des œufs contaminés au fipronil éclatait en Belgique et dans plusieurs pays européens. En 2018, c'est l'affaire Veviba qui fait la une des journaux. Au cœur de ces deux affaires, on trouve toujours l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (Afsca). Son administrateur-délégué, Herman Diricks, reçoit les critiques, mais reste en place. Et défend son agence.

L'Afsca vit-elle une période de crise ?

Ce n'est pas vraiment une période de crise, c'est un moment difficile comme on en a vécu dans le passé avec la grippe aviaire, par exemple. La grande différence, c'est que les médias et le politique se sont emparés du sujet de la sécurité alimentaire pour en débattre. Je répète : je ne pense pas qu'il s'agisse d'une crise, mais plutôt un changement de l'environnement dans lequel nous nous trouvons, où l'on demande de plus en plus de justifications aux autorités - pas seulement de l'Afsca.

Est-ce une bonne ou une mauvaise chose que le sujet de la sécurité alimentaire fasse autant débat ?

Nous sommes une administration qui se doit de se justifier. Je n'ai aucun problème avec ça. Mais à un moment donné, on a

l'impression d'être surexposés. C'est exagéré. Avec cette surexposition, on a aussi l'impression de tomber dans un débat qui perd sa rationalité. En revenant à des faits, on est souvent en mesure de justifier les choix effectués dans les deux cas qui ont fait débat dernièrement : le fipronil et Veviba.

L'image de l'Afsca est abîmée, alors que vous êtes là pour protéger le consommateur. Cela vous concerne ?

Ce serait mépriser le consommateur de ne pas prendre au sérieux l'image qu'il a de notre organisation. D'un côté, c'est clair que nous devons travailler pour avoir une meilleure image. Nous avons effectué des enquêtes auprès des consommateurs, une autre auprès des opérateurs et quand on regarde leurs résultats, l'image de l'Agence n'est pas si mauvaise. En même temps, on voit quand même des gens qui se manifestent comme de vrais opposants à l'Agence. On essaye de toucher à son image à d'autres fins...

Vous pensez à qui ?

Par exemple, un petit groupe d'intérêts qui voudrait éviter des contrôles va toujours mettre en exergue le prétendu fait que nos inspections sont trop répressives envers les petits producteurs. Or, nos chiffres le montrent : les petits fermiers ob-

tiennent de bons résultats à l'issue des contrôles.

L'Afsca qui s'acharnerait contre les petits producteurs, laissant l'agro-industrie frauder à grande échelle, c'est une image fausse ? C'est clair ! Regardez nos fré-

quences d'inspection, vous verrez que l'industrie alimentaire est contrôlée bien plus régulièrement. Un éleveur de bovins est visité en moyenne une fois tous les 8 ans, un atelier de découpe l'est 8 fois par an. Pour les petits producteurs, quand on va sur place, on a des « check lists » adaptées, des approches qui intègrent des assouplissements. Personne ne veut une sécurité alimentaire à deux vitesses. Le consommateur a le droit d'avoir des produits sains et sûrs, qu'ils viennent de l'industrie comme

du petit producteur. On ne peut pas dire que l'Agence vise les « petits » et laisse les « gros » frauder... sinon l'affaire Veviba n'aurait jamais existé.

Qu'allez-vous faire pour améliorer l'image de l'Afsca ?

On essaye de mettre en place une politique de communication qui ne soit pas que défensive. On veut ouvrir le rideau sur le travail de l'Agence au quotidien. Nous sommes convaincus que le jour où il saura ce que nous faisons concrètement, le consommateur comprendra qu'on est son allié. Par exemple, nous avons formé à la législation alimentaire 70.000 personnes travaillant dans des petites entreprises. C'est ce genre d'informations qui sont peu connues. ■

**Propos recueillis par
LOUIS COLART**

Herman Diricks

Ingénieur chimiste de formation, Herman Diricks est l'administrateur délégué de l'Afsca depuis 2014.

A 59 ans, il résiste à toutes les crises que connaît son administration malgré des critiques sourdes de l'opposition parlementaire, voire du ministre de l'Agriculture. Un ministère qu'Herman Diricks a servi à différents postes, de 1986 à 2000. Cet homme, affilié à l'Open VLD, est marié et père de deux enfants. Il a rejoint l'Afsca en 2002 pour aboutir au poste de direction qu'il occupe aujourd'hui. Au plan privé, il se dit passionné par le cyclisme et l'information scientifique.

Veviba-fipronil « Les critiques m'ont touché. Ça fait mal »

Est-ce que vous attendez l'audit commandé par le ministre de l'Agriculture avec crainte ou avec impatience ?

Ni l'une ni l'autre ! Nous sommes naturellement curieux de lire les constats, mais on préfère attendre et avoir une analyse en profondeur.

Comment votre agence a vécu la succession de deux perquisitions à quelques jours d'intervalle, les 29 mai et 7 juin, dans deux dossiers différents ?

C'est quelque chose qui nous a surpris. C'est clair. Mais on a toute confiance dans le fait qu'une enquête, qui se fait toujours à charge et à décharge, sera effectuée correctement. J'ai confiance dans le fait que rien ne sera reproché à l'Agence.

Dans les affaires fipronil comme Veviba, on vous reproche d'avoir réagi tardivement aux informations qui vous parvenaient...

Dans l'affaire fipronil, on

constate que nous avons agi dans un laps de temps assez court pour maîtriser le problème, puis que nous nous apercevons que d'autres pays ont le même problème avec le fipronil. On a agi les premiers et le plus vite possible.

Et pour Veviba ? Pendant un an et demi, entre le moment où le Kosovo signale une cargaison de produits Veviba mal étiquetée et l'éclatement de l'affaire grâce à l'information judiciaire, n'auriez-vous pas dû contrôler de plus près cette entreprise ?

On a contrôlé. Mais on va se rendre compte qu'une fraude bien cachée à peu de chance d'être mise en lumière par un contrôle classique. C'est aussi l'avis du procureur général de Liège. Si une fraude est bien organisée, on a besoin de moyens supplémentaires pour la déceler. On a continué les contrôles sur place, mais dans une approche normale pour une telle entreprise.

Au fond, une seule question compte dans cette affaire Veviba : la santé du consommateur a-t-elle été mise en danger ?

Par la façon dont ils travaillaient, ils pouvaient mettre des produits à risque sur le marché. Nous avons pris immédiatement des mesures fermes, jusqu'à la fermeture.

Les critiques vous ont-elles touché personnellement ?

(Il réfléchit.) Les critiques m'ont touché, évidemment. En tant que gestionnaire, il faut savoir absorber ces critiques. Ce qui m'a touché le plus, c'est que les gens qui vous connaissent, vos amis, votre famille sont aussi atteints par ces critiques. Et là je suis démuné, ça fait mal. C'est personnel. Au-delà de mon cas, on parle de l'Agence comme quelque chose d'immatériel tandis que ce sont 1.250 personnes qui, chaque jour, font leur job de leur mieux. ■

Propos recueillis par

L.CO